

**DOMERGUE-CLOAREC Danielle, *La Côte d'Ivoire et la Grande Guerre*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2017, 333 p.**

Le professeure Danielle Domergue-Cloarec, la meilleure spécialiste française de l'histoire contemporaine de la Côte d'Ivoire propose un ouvrage documenté sur la participation de ce pays à la guerre 14-18. « Cette première participation aux guerres de la France sera suivie par d'autres participations ouvrant ainsi le chapitre d'une histoire militaire partagée, élément elle-même d'une histoire plus large que nous avons en commun » (p. 21).

L'ouvrage est structuré en quatre grandes parties qui rendent compte de la participation des Ivoiriens à la guerre et de la brutalisation de leur société de 1908 à 1920.

La première partie présente la colonie ivoirienne à la veille de la guerre. Elle est caractérisée par une présence française à éclipses et les différentes missions d'exploration pour préparer la prise de possession de tout le territoire. Celle-ci nécessitera une politique de conquête brutale à partir de 1908, après l'échec de la politique dite de « pénétration pacifique » de 1893 à 1908. Sur la relation de cette période, l'auteur reprend les termes de rebelles quand l'historiographie nationale préfère ceux de résistants à la conquête coloniale. Sur l'épisode de la mission Quiquerez-de Segonzac, il est établi que Quiquerez n'est pas « mort de fièvre jaune » (p. 30), mais a été assassiné par de Segonzac.

Au moment de l'entrée en guerre en 1914, la Côte d'Ivoire est encore une colonie inachevée. La politique dite « de pacification », menée de manière brutale par le gouverneur Gabriel Angoulvant n'a pas permis une soumission totale des populations, notamment dans l'ouest de la colonie dont « la conquête demeure inachevée puisqu'aucune action politique ne suit l'action militaire et qu'il y a encore des zones à conquérir » (p. 51). S'y ajoutent les problèmes des relations avec le Liberia et l'irrédentisme du royaume du Sanwi

qui a conservé des liens historiques avec le royaume ashanti de la Gold Coast voisine. Outre le fardeau de la conquête, les Ivoiriens doivent supporter une nouvelle charge : le recrutement militaire.

La deuxième partie de l'étude est consacrée à la Côte d'Ivoire et les recrutements de la guerre qui se firent selon trois phases : les recrutements selon le décret du 7 février 1912, les recrutements sous les décrets d'octobre 1915, et le recrutement de 1918.

« Le recrutement déjà expérimenté en Côte d'Ivoire allait, avec les nécessités de la guerre, devenir systématique et prendre les allures d'un mal périodique de moins en moins bien supporté » (p. 83).

Les trois premiers recrutements (octobre 1914, janvier à avril, mai à juin 1915) ont fourni 5 312 hommes, soit un taux de recrutement de 3,6 ‰, plus que le maximum recommandé qui est de 2 ‰. Ce résultat est le fait de l'administration coloniale, sous la férule du Lieutenant-gouverneur Angoulvant qui fit pression sur les recrues pour obtenir plus d'engagés volontaires.

Malgré les réactions de plus en plus vives des populations qui se traduisent par des fuites, des désertions et des émigrations (comme celle de 12 000 Agni en Gold Coast), de nouveaux recrutements sont effectués sous les décrets d'octobre 1915. Les méthodes n'ont pas changé : ce sont la levée, les razzias, les rafles, les contraintes.

L'idée de faire appel aux ressources économiques des colonies dans le cadre de la Défense nationale est vite abandonnée. Sous l'influence du théoricien de l'armée noire, le général Mangin, Clémenceau arrivé au pouvoir le 16 novembre 1917, décide de faire appel à nouveau à l'Empire pour combler les pertes énormes de l'armée française. Le décret du 14 janvier 1918 permet un nouveau recrutement par engagement volontaire, rengagement, appels spéciaux avec primes. Le député du Sénégal, Blaise Diagne est nommé Commissaire de République pour mieux préparer ce recrutement en Afrique occidentale française (A.O.F) et Afrique

passé que celui de 1915, malgré les révoltes en pays Dida et dans l'Agneby. Et la Côte d'Ivoire a fourni 7 149 hommes, soit 14,6% du contingent total de l'A.O.F.

Pour toute la guerre, on a recruté 22 944 hommes, soit un taux moyen de recrutement de 15 ‰, supérieur à celui de l'ensemble de l'A.O.F., par « l'action des lieutenant-gouverneurs Angoulvant et Lapalud, partisans de la manière forte ». Les recrutements « ont porté surtout sur le Nord, le Centre et l'Ouest. Le Sud, utile aux yeux du colonisateur, a été épargné ».

Toutes ces recrues étaient d'abord dirigées sur le Sénégal où s'effectuait un second tri, avant d'être envoyées en France. L'auteur analyse les conditions d'emploi sur les théâtres d'opérations, à partir d'un échantillon de 300 éléments retenus pour 2 499 dossiers dépouillés. Il en ressort que ces éléments ont participé aux opérations militaires en Afrique même (Maroc, Cameroun et Dahomey), en France (bataille de la Marne, de Verdun, offensive générale de 1917), sur le front oriental (expédition des Dardanelles, campagne de Serbie). Le pourcentage des pertes ivoiriennes pour toute la guerre s'élève à « 4230 tirailleurs, soit 18,4 % des recrutés ou encore 22,5 % de ceux qui ont quitté Dakar pour l'Europe » (p. 168).

La troisième partie rend compte de la participation économique des Ivoiriens à la guerre, qui s'ajoute au tribut en hommes fournis par les recrutements. Comme l'écrit l'auteur, « l'Afrique apparaît comme la solution au déficit du ravitaillement de la métropole, de la même façon que pour le recrutement militaire » (p. 179).

La politique de ravitaillement pour la Défense nationale est floue et théorique, donc peu efficace. Elle est mise en œuvre en A.O.F par le nouveau gouverneur général, Joost Van Vollenhoven. Elle se traduit par une intensification de la production, conduite *manu militari* aussi bien pour les cultures vivrières que pour les cultures de rente. Elle entraîne un portage excessif et une insignifiante rémunération des efforts des populations rurales.

L'économie connaît un coup d'arrêt du fait de la guerre, du problème récurrent de la main-d'œuvre dans un pays peu peuplé, soumis à l'intensification de la production, au portage et aux recrutements militaires. Les petites industries locales, notamment pour les oléagineux et le coton, sont artisanales dans leur équipement et leurs procédés de production. Le déclin de l'exploitation minière est aggravé par la guerre ; le trafic commercial est perturbé par la fermeture de comptoirs commerciaux, la pénurie des transports.

Les efforts consentis pour la participation à la Défense nationale n'ont pas profité aux Ivoiriens, toujours floués et exploités. La quatrième partie de l'ouvrage analyse les conséquences de l'après-guerre. La situation militaire est marquée par l'ultime phase de la conquête, celle du pays Lobi dans le nord-est de la colonie. Elle s'achève en 1920, en dépit des hésitations des décideurs civils et militaires. Mais d'autres opérations militaires seront menées en 1929 et 1930 pour mettre fin à la résistance des Lobi. La situation politique est caractérisée par le problème récurrent des relations avec le Liberia et de la royauté du Sanwi. Le Liberia est menacé par les convoitises anglaises et françaises. « Sans la protection des États-Unis, Français et Anglais n'auraient eu de cesse de s'emparer du Liberia, ne serait-ce qu'au nom de l'unité de leurs territoires coloniaux respectifs » (p. 241). Quant au Sanwi, il est agité par un irrédentisme persistant, aggravé par les émigrations en Gold Coast à cause des recrutements militaires. Les problèmes de la succession des rois Kassý et M'Boroba servent de prétexte à l'administration coloniale pour intervenir dans les affaires du royaume en supprimant les coutumes et le droit de rendre justice et le réduisant au lot commun des autres chefferies ivoiriennes, désormais simples auxiliaires de la colonisation.

L'après-guerre économique pâtit de la reprise difficile de l'agriculture, confrontée aux aléas climatiques, à la médiocrité des moyens de transport, à la pénurie de main-d'œuvre. « Le conflit a retardé la mise en valeur qui aurait dû suivre et accompagner la conquête. La reprise s'amorce très lentement freinée par la crise

y aura une véritable reprise du développement économique » (p.283).

Des annexes, notamment une sur le gouverneur Gabriel Angoulvant, complètent l'ouvrage.

Dans sa belle préface, le professeur Iba Der Thiam parle, à juste raison, « d'une recherche de qualité, d'une réflexion de haut niveau, d'une analyse qui ne laisse pratiquement de côté, aucun des principaux aspects de la problématique posée et dont la lecture est aisée. Le style est simple, le raisonnement rigoureux et la démonstration convaincante ».

Jean-Noël LOUCOU  
*Université Félix Houphouët-Boigny*